Accès à l'information

● (1640)

Voilà ce qu'auraient coûté les promesses faites durant la campagne électorale. Je crois que s'ils étaient élus, mais je doute qu'ils le soient, ils ne pourraient remplir aucune de ces quatre promesses, car ils sous-estiment l'opposition qu'ils rencontreraient. Pourquoi devrions-nous croire qu'ils pourraient tenir celles concernant l'examen judiciaire puisque, comme on l'a dit, elle serait à l'avantage de l'actuel ministre des Communications?

Je me suis passablement attardé, peut-être trop longtemps, sur la durée de l'étude du projet. On pourrait imaginer que n'eût été les nombreux délais que nous avons connus à l'étape du comité, cette mesure aurait pu être votée en juillet. L'examen judiciaire serait devenu réalité, justement le genre de chose que souhaite le député de Nepean-Carleton.

Parce qu'il a fallu faire marche arrière, parce qu'il a fallu faire des compromis, parce que les ministres étaient réticents, parce que les procureurs généraux se sont opposés au projet, parce que des forces policières ont fait connaître leurs objections, nous avons ce que le député de Nepean-Carleton appelle une mesure diluée. Heureusement, oui heureusement que le bill fera l'objet d'une révision dans trois ans. Comme nous aurons formé le gouvernement encore une fois, nous serons en mesure de procéder à des changements.

Si nous ne faisons que jeter de la poudre aux yeux du public canadien, au moins le NPD ne pourra dire que nous l'imposons avec notre majorité, car c'est la grande majorité des députés à la Chambre des communes qui appuieront la mesure. Des députés de l'opposition avaient proposé certaines parties de ce projet quand ils formaient le gouvernement. Ils savent donc à quoi s'en tenir. Il appartiendra au public d'en prendre connaissance, de l'utiliser et d'en profiter pour se rendre compte de ses avantages. S'il présente des lacunes, nous allons en prendre note et les corriger.

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est un bon début.

M. Cullen: Ce n'est pas un bon début, c'est un excellent début. C'est un début. C'est une mesure législative importante.

Quant à la question de la protection des renseignements personnels, j'ai été surpris d'entendre le député de Burnaby généraliser à propos de la Gendarmerie royale du Canada et l'accabler d'injures. A mon avis, la GRC a l'un des meilleurs commissaires que j'aie jamais connus depuis que je suis député. Chaque fois qu'il est venu témoigner aux comités, il n'a jamais fait d'histoires et a toujours donné des réponses franches et directes. S'il croit que la police a besoin d'un pouvoir particulier, il est non seulement disposé à le dire ouvertement, mais à en donner les raisons, à préciser quel travail la police doit remplir et quels genres de choses elle doit faire. Une condamnation généralisée de toute la GRC est déplacée. Il est injustifié d'attaquer ce commissaire, qui fait de l'excellent travail. Il a un rôle très difficile à jouer à l'heure actuelle.

Le bill sur la protection des renseignements personnels abrogera et remplacera la loi actuelle, la Partie IV de la loi sur les droits de la personne. C'est une chose que le public canadien veut savoir. Il existe certes déjà une loi à ce sujet, mais le fait

est que la mesure permettra de créer un code général de justes méthodes d'information concernant les renseignements personnels détenus par le gouvernement fédéral. Ce code portera sur la façon dont les renseignements personnels sont recueillis, utilisés, divulgués, conservés et supprimés par des organismes du gouvernement fédéral.

Cette mesure étendra et affirmera le droit d'accès aux renseignements personnels que le gouvernement fédéral détient dans ses dossiers. Le droit d'accès s'appliquera désormais à tous les renseignements personnels détenus par le gouvernement. Les exemptions à ce droit d'accès seront plus précises et, la plupart du temps, plus restreintes qu'aux termes de la Partie IV. Au cas où les pouvoirs publics refuseraient de communiquer les renseignements, les intéressés auraient un recours en justice. Cette partie du bill mérite nos louanges, plutôt que nos critiques.

L'importance de cette mesure législative réside surtout dans l'accroissement du rôle du commissaire à la protection de la vie privée. Celle-ci pourra non seulement effectuer des enquêtes et recommander de communiquer certains renseignements, mais elle sera également chargée de surveiller la façon dont les institutions fédérales recueillent, traitent, emploient et divulguent les renseignements sur les particuliers et la façon dont elles respectent le code d'éthique en la matière.

Je ne pense pas devoir ajouter grand chose sur cette mesure législative qui est fondamentalement bonne. Je suis sûr que le député de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty), à qui l'on doit une bonne partie des initiatives dans ce domaine, parlera en termes beaucoup plus brillants que je ne pourrais le faire, étant donné les connaissances dont il dispose et les recherches qu'il a faites sur cette partie du bill.

Au lieu de critiquer ce bill, faisons-en donc l'éloge. Quand nous sillonnerons le pays, parlons de la liberté d'accès à l'information. Demandons aux Canadiens de mettre cette mesure à l'épreuve. Ils pourront nous dire quelles sont ses failles et comment nous pouvons l'améliorer. Nous savons que d'ici trois ans ces changements seront effectués.

Je ne dis pas que nous irons aux quatre coins du pays dire à qui veut l'entendre les qualités de cette mesure législative et en crier ses mérites sur tous les toits, mais nous devons certainement faire en sorte que le public canadien sache qu'elle existe et qu'il peut s'en prévaloir. S'il y a des obstacles, ils pourront être supprimés dans trois ans.

Une fois encore, je félicite le ministre d'avoir l'intégrité intellectuelle d'insister, d'une façon unilatérale semble-t-il, pour que cette mesure législative soit adoptée en dépit des nombreuses critiques formulées par les procureurs généraux aux quatre coins du pays.

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Monsieur l'Orateur, on a choisi le bon moment pour nous présenter ce bill. Ce soir le ministre des Finances (M. MacEachen) va nous présenter son deuxième budget en moins d'un an. D'après les fuites, il semble bien que le gouvernement va annoncer ce qu'il compte faire pour la création d'emplois.